FO FINANCES
ARTICLE DU JOUR
06/11/2026
Fédération des Finances FORCE OUVRIERE - 46, rue des petites écuries - 75010 Paris • www.financesfo.fr

Les Echos

Pouvoir d'achat : sous pression de la rue, Sébastien Lecornu fait le pari d'une conférence sociale pour sortir de la crise

Avec 575.000 manifestants selon la police, la mobilisation sur le pouvoir d'achat organisée par les syndicats jeudi a été la plus forte de l'automne. Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, organise lundi une conférence sociale. Au coeur du débat : le SMIC et les salaires. Par Leïla de Comarmond

Les leaders syndicaux anticipaient tous une mobilisation très suivie, ce jeudi 5 novembre. Ils ne se sont pas trompés, mettant d'autant plus le gouvernement sous pression que les nombreux défilés et rassemblements se sont déroulés globalement dans le calme. Au final, le ministère de l'Intérieur a recensé 575.000 manifestants dans toute la France (tandis que la CGT en revendiquait 1,6 million). A Paris, 65.000 personnes ont défilé (350.000 selon la CGT).

Alors que les derniers franciliens n'étaient pas encore partis de la place de la République, à Paris, le Premier ministre, Sébastien Lecornu, a annoncé la tenue d'une conférence sociale lundi avec les syndicats et le patronat. Objectif affiché : « apporter des réponses aux questions de pouvoir d'achat et de salaires ».

Grand-messe sociale

Démarré sur un court-circuitage des partenaires sociaux, et des syndicats en particulier, le double quinquennat d'Emmanuel Macron, plombé par une impopularité record, est donc en passe de s'achever à l'inverse sur une grand-messe sociale.

Accusé de ne pas apporter de réponse suffisante depuis la mobilisation des lycéens à laquelle s'est greffée celle des salariés, sans oublier le retour des « gilets jaunes » le samedi, le Premier ministre est à la recherche d'une porte de sortie. « La seule chose qui fera cesser les mobilisations, c'est la réponse aux revendications. Plus vous attendez, plus la facture s'élève », a averti Sophie Binet, la numéro un de la CGT.

Matignon précise qu'il a été demandé au ministre du Travail, Jean-Pierre Farandou, de « finaliser d'ici à dimanche les concertations qu'il mène depuis plusieurs jours » alors qu'il a recommencé à voir les uns et les autres après un premier tour de piste. En parallèle, son homologue de Bercy, David Amiel, va poursuivre « ses échanges avec les représentants des agents de la fonction publique », ajoute le communiqué.

Le Premier ministre est particulièrement attendu sur un coup de pouce sur le SMIC. Le secrétaire général de Force ouvrière, Frédéric Souillot a donné le la sur le sujet jeudi matin dans une interview au « Parisien », fixant la barre à 1.500 euros net pour le SMIC. « En dessous d'1,5 % - ce qui ferait environ 15 euros de plus par mois -, ce n'est pas assez. Il faut vraiment qu'on table sur 25 euros au moins », a déclaré le syndicaliste.

Coup de pouce au SMIC

Du côté du patronat, on martèle sa totale opposition à tout coup de pouce. La hausse du SMIC est aussi sévèrement combattue à droite. Jeudi, Bruno Retailleau et Edouard Philippe ont réitéré leur opposition. « On est dans une situation trop fragile pour imposer (aux entreprises) en quelque sorte, de manière autoritaire, une augmentation du SMIC de 10 % » comme le demande notamment la CGT, a déclaré pour sa part jeudi la candidate du RN, Marine Le Pen.

Il reste qu'au sein du patronat, on a conscience que l'exécutif a arbitré sur le principe et on s'attache dans ce contexte à maintenir la pression pour limiter le coup de pouce à 0,5 à 0,6 point, en plus de la hausse automatique du salaire minimum au 1er janvier, de l'ordre de 1 %. Les représentants des entreprises espèrent, a minima, pouvoir obtenir en contrepartie un dégel au moins partiel des allégements de charges sur les bas salaires que le gouvernement prévoit de ne pas revaloriser dans le projet de budget de la Sécu pour 2027, tout en durcissant le barème pour les entreprises.

Limiter le coup de pouce

Les discussions pourraient aussi porter lundi sur l'emploi des jeunes, premières victimes de la dégradation actuelle du marché du travail, alors que les partenaires sociaux ont entamé une négociation sur le sujet. Avec à la clé des allégements de charge ciblés ? Dans le rapport remis au gouvernement en 2024, les économistes Antoine Bozio et Etienne Wasmer avaient étudié un tel scenario pour les moins de 26 ans.

Alors que les syndicats lycéens et étudiants avaient appelé à la mobilisation, près d'un millier de lycées ont été bloqués ou fermés administrativement jeudi, selon le Snes-FSU, principal syndicat du second degré, quand Matignon n'en a décompté que 81 sur les 3.700 du pays. Dans l'enseignement supérieur, un tiers des établissements ont été « perturbés », selon le gouvernement. L'Union étudiante a recensé, elle, « 90 % » des quelque 70 universités de France « mobilisées », c'est-à-dire bloquées ou fermées.

Le gouvernement a comptabilisé près de 10 % de grévistes dans la fonction publique d'Etat mais près de 16 % des enseignants, selon le ministère de l'Education nationale. Le Snes-FSU a, lui, recensé 52 % des personnels en grève dans les collèges et lycées.

FO FINANCES
FIERS DE NOS MISSIONS,
EXIGEANTS SUR NOS DROITS !
fo.finances@orange.fr
FINANCESFO.FR

acteurspublics

Près de 10 % de grévistes dans la fonction publique d'État

Par Marie Malaterre

À l'occasion de l'appel à mobilisation pour la démocratie et le pouvoir d'achat qui s'est tenu aujourd'hui, 5 novembre, le ministère de l'Action et des Comptes publics a relevé, à la mi-journée, un taux de grévistes de 9,89 % dans la fonction publique d'État, 4,60 % dans la territoriale et 3,93 % dans le versant hospitalier. Des chiffres en léger retrait par rapport à ceux de la précédente mobilisation du 29 septembre au cours de laquelle, également à la mi-journée, 9,64 % des agents publics de l'État faisaient grève, 5,68 % des agents territoriaux et 4,5 % des agents hospitaliers. Les chiffres définitifs sur la journée montraient des taux légèrement plus élevés, soit 9,96 % à l'État, 7,25 % dans la territoriale et 4,10 % dans l'hospitalière.

Une légère hausse chez les enseignants

Côté Éducation nationale, le ministère a recensé, ce 5 novembre en fin de matinée, 12,77 % de grévistes au total, 15,81 % chez les enseignants et jusqu'à 25,65 % chez les personnels de vie scolaire. La grève a plus particulièrement impacté le 1er degré avec 19,14 % de grévistes. Lors de la dernière journée de mobilisation du 29 septembre, 13,71 % des enseignants avaient fait grève.

Le Monde

Dépenses du gouvernement : une étude relève « l'opacité » des rémunérations dans les cabinets ministériels

Dans une note pour l'Observatoire de l'éthique publique, qu'il préside, l'ancien député René Dosière évalue le « coût du gouvernement Lecornu » à 165,7 millions d'euros en année pleine, soit moins d'un millième des dépenses publiques. Par Bastien Scordia

L'ancien député socialiste de l'Aisne René Dosière reprend son bâton de pèlerin. Celui qui a fait du bon usage des deniers publics son cheval de bataille depuis des années publie, jeudi 5 novembre, pour l'Observatoire de l'éthique publique, qu'il préside, une analyse du *« coût du gouvernement Lecornu »*. Cet état des lieux s'appuie sur des données issues des annexes au budget 2027 et notamment du « jaune budgétaire » retraçant les dépenses de personnel des cabinets ministériels, y compris celui du premier ministre, à la date du 1er juillet. Le gouvernement comptait alors 35 ministres. Ils ne sont plus que 34 à la suite du départ, en septembre, du ministre délégué chargé de la ruralité Michel Fournier.

Principal enseignement de son étude : pas de dérapage budgétaire au sommet de l'Etat, mais pas de baisse des dépenses non plus. Selon les calculs de l'ex-parlementaire, le coût global du gouvernement de Sébastien Lecornu s'élève à 165,7 millions d'euros en année pleine, soit un montant équivalent à celui du gouvernement Bayrou. René Dosière cherche néanmoins à relativiser. Ce coût représente *« moins d'un millième »* de l'ensemble des dépenses publiques, explique-t-il.

Dans le détail, 5,5 % du montant correspond au traitement des membres du gouvernement qui, pour rappel, a été réduit de 30 % par François Hollande à son arrivée à l'Elysée en 2012. Il s'élève à 16 038 euros bruts mensuels pour le premier ministre et à 10 692 euros pour un ministre. A cela s'ajoutent, à hauteur de 4,1 %, les frais de représentation ou professionnels des membres du gouvernement. Mais *« aucune transparence n'existe quant à l'usage de ces frais »*, regrette René Dosière, qui déplore aussi l'absence de données sur d'autres types de dépenses telles que le coût de l'immobilier des ministères ou de leur parc automobile.

Principe d'exemplarité

A l'approche de la présentation du budget 2027, en septembre, Sébastien Lecornu avait promis de s'attaquer au train de vie de l'Etat. Il avait alors avancé l'idée de diminuer à nouveau les indemnités des ministres, au nom du principe d'exemplarité. Pour René Dosière, toutefois, la baisse de ces indemnités (dont les modalités restent encore à être précisées) ne constitue pas le levier le plus pertinent pour faire des économies. Selon lui, *« il serait plus efficace d'intervenir »* sur la réduction du nombre des ministères et de membres des cabinets ministériels. Et surtout, poursuit-il, sur leurs rémunérations. Sébastien Lecornu s'est, certes, également engagé à mettre en œuvre une *« mesure de compression des enveloppes globales »* allouées aux cabinets ministériels. Mais, là encore, sans en préciser à ce jour les contours.

L'enjeu est pourtant loin d'être anecdotique, les rémunérations des membres de ces cabinets et de leurs personnels « support » représentant l'essentiel des dépenses liées au fonctionnement du gouvernement. Au total, au 1er juillet, 2 599 personnes travaillaient pour le gouvernement Lecornu dont 459 conseillers ministériels (hors cabinets militaires) et 2 140 personnels « support » occupant des fonctions de sécurité, de secrétariat, d'intendance ou de logistique. Selon les données compilées par René Dosière, les rémunérations s'élevaient pour leur part à 10 024 euros en moyenne par mois pour un fonctionnaire en cabinet ministériel, contre 7 350 euros pour les contractuels. Au cabinet du premier ministre, les montants atteignent respectivement 11 077 et 8 566 euros.

Aux yeux de l'Observatoire, néanmoins, la transparence sur ces rémunérations fait largement défaut. Dans son viseur, en particulier : les indemnités de sujétions particulières (ISP), ces compléments de rémunérations fiscalisés versés aux membres des cabinets ministériels pour compenser la charge de travail liée à leurs fonctions. Ces indemnités, qui se sont substituées en 2002 aux anciennes « primes de cabinet » versées en liquide et qui échappaient à l'impôt, *« sont attribuées dans la plus grande opacité et de manière totalement discrétionnaire »*, regrette René Dosière.

La critique fait écho à des observations formulées en 2021 par la Cour des comptes où les magistrats financiers pointaient déjà l'absence de *« règles claires et transparentes »* de ces attributions indemnitaires. Il en résulte *« une situation pour le moins étonnante »*, poursuit l'ex-député : plus de la moitié des fonctionnaires affectés en cabinet perçoivent une rémunération égale ou supérieure à celle de leur ministre.

Pour l'Observatoire, un nouvel effort de transparence s'impose. Il pousse notamment à la publication des critères d'attribution des ISP, à la définition d'un « cadre » précis pour leur répartition individuelle ou encore de fixer un référentiel de cotation des postes de cabinet *« afin de parvenir à une rémunération plus juste des conseillers plafonnée à celle du ministre »*. L'universitaire et directeur général de l'Observatoire de l'éthique publique Matthieu Caron résume : *« La vraie anomalie gouvernementale ne se situe pas au niveau des rémunérations des ministres mais bien de leurs cabinets qui restent des zones d'opacité beaucoup trop fortes. »*

FO FINANCES
FIERS DE NOS MISSIONS,
EXIGEANTS SUR NOS DROITS !
fo.finances@orange.fr
FINANCESFO.FR

LE FIGARO
« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur. » Beaumarchais

« On ne va pas faire le cirque habituel » : dans les coulisses des arbitrages budgétaires de Sébastien Lecornu

RÉCIT - S'il passe par 49.3 ou par ordonnances, scénarios les plus probables, le budget 2027 sera très proche de la copie originelle. Le premier ministre y a imprimé sa marque personnelle et sa méthode au cours d'intenses et discrètes semaines de préparation. Par **Julie Ruiz**

Dire que l'examen du budget est enlisé relève de la litote. Les députés, au terme d'un débat aussi long que tortueux, ont rejeté mercredi la première partie du projet de loi de finances (PLF) - celle qui concerne la fiscalité. La deuxième partie - les dépenses - a connu le même sort en commission des finances. Plus d'un mois après son dépôt sur le bureau de l'Assemblée nationale, c'est donc la copie budgétaire du gouvernement, à la virgule près, qui sera examinée par le Sénat dans les prochains jours. Dans cette atmosphère de débâcle, on ne trouve plus le moindre observateur pour nier que le budget 2027 passera, s'il passe, soit par 49.3, soit par ordonnances. Dans les deux scénarios, le texte finalement adopté serait similaire - voire strictement identique dans le cas des ordonnances - à la copie préparée par Sébastien Lecornu. Un document qui comporte indéniablement sa *« patte »*, selon les observateurs. Il faut dire que le premier ministre semble y avoir mis beaucoup de lui-même.

Tout en devant gérer une succession de crises tout au long de l'année écoulée, le premier ministre a passé des centaines d'heures à travailler sur l'élaboration du projet de loi de finances pour 2027 d'une façon assez collégiale. *« Il y a ce qu'on voit à l'agenda officiel, mais en parallèle, il a fait une quantité hallucinante de réunions avec ses équipes, avec ses ministres, avec les parties prenantes »*, narre la même source qui se souvient de véritables marathons de *« brainstorming budgétaire »*. *« On s'est mis au vert au château de Souzy-la-Briche* (résidence de villégiature de la République française en Essonne) *et on a discuté budget une journée entière. »*

« Il voulait aller droit au but »

Lors de ces réunions, tout le monde est convié. *« On trouve autour de la table des conseillers techniques qui, normalement, ne rencontrent jamais le premier ministre, or il demande son avis à chacun d'entre eux. »* Cela ne se passe pas toujours bien, en revanche. *« Je voyais certains se lancer dans des propositions complètement déconnectées de la réalité »*, se souvient, goguenard, un participant habitué de ces conclaves. Dans ce cas, le premier ministre les recadrait sèchement. *« Ça, ça n'existe pas dans la vraie vie des Français »*, évacuait-il.

Car Sébastien Lecornu, pour élaborer son budget, a développé une approche particulièrement *« terre à terre »*, selon l'expression d'un conseiller. Dès le début de l'élaboration budgétaire, il refuse d'écrire la traditionnelle lettre de cadrage à ses ministres. Le chef de l'exécutif considérait qu'il était inutile pour lui de signer *« un document que personne ne lirait »* pour *« demander à chacun d'être responsable »*. À la place, après le début des négociations, il écrit une lettre de… recadrage. *« En gros, il envoie le message : on ne va pas faire le cirque habituel où Bercy demande d'énormes économies, où chaque ministère demande d'énormes hausses d'enveloppes et où chacun fait semblant de converger petit à petit. Il voulait aller droit au but »*, traduit la même source.

« Pas un moment agréable »

Dans le même temps, le premier ministre trace des lignes rouges : *« Pas de gel du RSA, pas de sacrifices sur les dépenses d'avenir comme la défense et l'éducation, un principe de stabilité fiscale qui n'était pourtant pas acquis pour tous les ministres au départ… »*, énumère un proche. En réalité, la copie rendue par Sébastien Lecornu contient près de 10 milliards d'euros de hausse de fiscalité. Elle

contient également près de 40 milliards d'euros d'économies. Sur ce point, pour cet homme que ses équipes décrivent comme *« très proche des gens »* et *« très dans l'affect »*, certains choix ont été douloureux. *« Ce n'était pas un moment agréable pour lui de devoir dire que l'État allait moins rembourser certains médicaments »*, euphémise un membre de son cabinet.

Pour faire passer la pilule amère du budget - qui doit impérativement réduire le déficit -, Sébastien Lecornu a décidé de raconter une histoire : celle d'un effort budgétaire qui met *« absolument tout le monde à contribution »*. Pour dérouler ce récit, le premier ministre demande à ses équipes d'élaborer un tableau simplissime qui résume en seulement deux pages les économies inscrites dans le budget. Tout en haut : le déficit public 2027 si aucun effort n'était mis en œuvre (6,5 % du PIB !). Tout en bas : la cible de déficit du gouvernement (5 %). Entre les deux, des lignes d'économies formulées avec soin. Par exemple, dans ce document que *Le Figaro* a pu consulter, 1,5 milliard d'euros de coup de rabot sur un grand plan d'investissement devient une *« repriorisation stratégique »* ; un gel des APL est présenté comme un effort pour *« l'équité travail-prestations sociales »*.

Dans les dernières semaines avant la présentation du budget, ce tableau était devenu une véritable bible pour le premier ministre. Ses équipes l'avaient même baptisé : *« la balade budgétaire de Lecornu »*. *« Il se promenait partout avec, il le faisait mettre à jour en direct pendant toutes les réunions, le cabinet a fini par faire des mèmes* (petites images humoristiques, NDLR) *sur ce tableau »*, se souvient un conseiller dans un sourire.

S'il est si soucieux de son « narratif », c'est que le premier ministre rend ses arbitrages avec la fragilité de sa position politique bien présente à l'esprit. Il rappelle dès qu'il le peut ses ministres et ses équipes à l'humilité qui s'impose. *« Il nous disait : "On s'est quand même pris une motion de censure parce qu'il faisait chaud" »*, rapporte un proche en référence à la tentative de destitution des écologistes pendant les épisodes de canicules de cet été. Alors, à de *« grandes réformes qui ne verraient jamais le jour »*, le premier ministre a préféré *« l'empilement de petites réformes »*. Une *« stratégie des petits pas »*, selon une expression en cours à Matignon, fastidieuse, mais qui a le mérite d'éviter les crispations. Après tant d'heures passées à s'échiner dessus, le premier ministre est-il fier de sa copie ? *« Mais ce n'est pas non plus tout à fait sa copie »*, corrige-t-on dans son entourage. *« Car, après les élections, la prochaine équipe arrivera au printemps et pourra tout détricoter. Et deuxièmement, parce que, comme il le dit souvent, "c'est sûr qu'avec du temps, de l'argent et une majo, j'aurais fait autre chose". »*

FO FINANCES
FIERS DE NOS MISSIONS,
EXIGEANTS SUR NOS DROITS !
fo.finances@orange.fr
FINANCESFO.FR